

LE PSEUDO-MONDE

DU

TRAVAIL ALIÉNÉ :

*une société et un environnement générés par
un double conflit d'intérêts*

PARTIE 1 : WATER-CLOSET

Édité le 11 juillet 2016.

WATER-CLOSET

« L'accroissement du pouvoir de l'homme sur les choses de ce monde vient dans chaque cas de la distance que l'homme met entre lui et le monde, autrement dit de l'aliénation par rapport au monde. »

Hannah Arendt

Dans notre société, la culture politique de base des individus, ou ce qu'il en reste, est devenue extrêmement personnalisée et n'est plus du tout chose communément partagée. Cela vient du fait que ce qui tient lieu, aujourd'hui, de communauté ou de cité – la société –, n'est pas formé par l'action (politique) et la parole (politique) de ses membres, mais par leur travail, donc une activité à vocation essentiellement économique. Il y a bien une forte culture commune, mais cette culture n'est pas politique : elle ne porte pas sur les problématiques du "vivre ensemble" mais sur notre conception du travail et son organisation, elle concerne l'économie. Si l'on s'en tient à l'éclairante description par Hannah Arendt de la

condition moderne, la société n'est que l'organisation publique du travail, l'organisation de ce qu'elle appelle "le processus vital", celui par lequel nous assurons les nécessités biologiques des individus et de l'espèce, la dimension "travail" de la "vita activa" (à distinguer des deux autres dimensions : l'œuvre et l'action), dimension qui a envahie petit à petit la vie publique en Occident alors qu'elle n'avait guère quittée, avant les temps modernes, la vie privée (1). Une telle société ne peut être politique : elle est toujours travaillant.

Cette absence d'homogénéité dans la culture politique génère de grandes difficultés d'intercompréhension dans nos débats, dès lors qu'ils ne sont pas professionnels. Même en ne

-
- (1) Dans "*The human condition*", Hannah Arendt distingue trois formes de ce qu'elle appelle "la vita activa" : le travail, l'œuvre, l'action. Rapidement dit, le travail consiste à pallier aux conditions biologiques de notre existence ; l'œuvre va plus loin en créant les conditions artificielles de notre existence, tout en permettant à l'individu d'exister et de s'exprimer en laissant sa marque dans le temps ; l'action est l'existence humaine sociale, non plus l'individualité mais la pluralité, la *polis*, l'action politique.

Arendt définit ainsi la société : « *La société est la forme sous laquelle on donne une importance publique au fait que les hommes dépendent les uns des autres pour vivre et rien de plus ; c'est la forme sous laquelle on permet aux activités concernant la survie pure et simple de paraître en public.* » (*Condition de L'homme moderne*, Calmann-Lévy Pocket p.86) La société serait en quelque sorte l'ancienne propriété privée devenue monde, rendant ainsi inutile les propriétés privées en tant que lieux où l'on défend sa vie, où l'on travaille à entretenir sa propre vie et celle de sa famille (les demeures familiales) ; la propriété privée tend à disparaître en tant que lieu de vie attaché à une famille, pour devenir simple richesse, c'est-à-dire marchandise, objet de consommation plus qu'objet d'usage - parce que produit du seul *travail*, et c'est là l'objet principal de ce texte (Water-Closet).

D'ailleurs, on peut se demander si ce n'est pas en partie à cause de cela que la famille tend à disparaître également, tandis que le domaine privé devient une notion abstraite et incertaine.

Hannah Arendt laisse entendre que le fait que les êtres humains dépendent les uns des autres ne peut pas intervenir au niveau de la *polis*, des affaires de la cité ou d'une quelconque communauté, c'est-à-dire publiquement, sous une autre forme que la société - entendre, donc, "la société moderne, un ensemble d'individus qui interagissent de façon planifiée, administrée" -. Ce point est discutable et sera l'objet de la suite.

considérant, par exemple, que la population de ceux qui se disent, avec plus ou moins d'ardeur, "de gauche", la culture politique est très disparate. Certains, encore empêtrés dans le marxisme, ne jurent que par la lutte des classes ; d'autres, en train de s'empêtrer dans l'écologisme, commencent à ne plus voir le capitalisme à l'œuvre dans le désastre "environnemental"... Comment, dès lors, instaurer le dialogue de tous et faire en sorte que tout le monde parle de la même chose sans parler toujours, pour autant, d'économie ? Nous avons besoin d'une culture politique commune de base, pas seulement d'un "nouvel imaginaire" politique permettant d'envisager plus sereinement l'avenir, mais d'une base culturelle communément partagée pour fonder et permettre les nécessaires discussions à venir.

Il ne s'agit pas, pour autant, de reprendre cette vieille idée issue de la pensée positiviste comme quoi il nous faudrait créer un "homme nouveau", ou encore, comme l'a écrit récemment Cyril Dion – co-fondateur du *Mouvement Colibris* – "un être différent" (selon lui, "un être de conscience et de compassion") ; même si Ivan Illich n'avait pas tort de se dire qu'une recherche serait à mener « *sur les caractères de l'homme "industriel" qui entravent ou menacent* » ce qu'il appelait "le réoutillage" (Illich mettant toute la responsabilité de notre situation actuelle dans les choix d'outillage) (2). Ce rêve innocent et puéril (3), cette volonté de créer un "homme

-
- (2) Illich utilise le terme *outillage* dans un sens très large, mais quand même... (**La convivialité**, p.477 dans *Œuvres Complètes* volume 1, Fayard 2004).

Les propos de Cyril Dion viennent d'un article du monde.fr : http://www.lemonde.fr/idees/article/2014/11/05/oui-a-une-resistance-citoyenne_4518788_3232.html

- (3) « *Jusqu'à présent, les hommes se sont toujours faits des idées fausses sur eux-mêmes, sur ce qu'ils sont ou devraient être. [...] Révoltons-nous contre la domination de ces idées. Apprenons aux hommes à échanger ces illusions contre des pensées correspondant à l'essence de l'homme, dit l'un, à avoir envers elles une attitude critique, dit l'autre, à se les sortir du crâne, dit le troisième et - la réalité actuelle s'effondrera.*

Ces rêves innocents et puérils forment le noyau de la philosophie actuelle des Jeunes-Hegéliens... »

Karl Marx, début de la préface à *L'idéologie allemande*.

nouveau" pour une "société nouvelle" ou, pour essayer de parler (en français) avec des termes un peu moins "génrés", la volonté de créer un nouvel être humain dans une humanité nouvelle, ainsi que des institutions favorisant l'émergence de cet "être différent", est antidémocratique. Elle l'est en ceci d'abord qu'elle se pose par avance, avant tout débat et toute décision collective. Mais elle est aussi antidémocratique parce qu'elle stipule que les membres actuels de la société sont à refaire, et à refaire d'une certaine manière.

Cela dit, il est bien clair qu'une société devenant démocratique deviendrait une réalité tout à fait nouvelle, et ses membres bien différents de ce que nous sommes aujourd'hui. Les institutions forgées par ce monde démocratique seraient également nécessairement radicalement nouvelles. Cependant ces institutions n'ont pas à être pensées à priori, elles naîtront sur les ruines des anciennes ; c'est en démolissant, au fur et à mesure des nécessités apparues, les anciennes institutions, que nous nous ferons le chemin, et que ce chemin nous transformera sans que nous ayons eu besoin de savoir à l'avance où nous allons, ce que nous deviendrions. Ce qui importe, c'est la direction (4), celle de la désaliénation au travail imposé par ces spéculateurs/usuriers que sont les industriels marchands (5), de la désaliénation au travail et de

-
- (4) Lorsque l'auteur de ce texte a commencé à l'écrire, il n'a pas imaginé une seconde l'ampleur qu'il allait prendre, il s'est simplement lancé dans une direction ; il a cheminé et le paysage qui s'offrait à lui a changé. La seule volonté au départ, le seul choix nécessairement pris, est la direction ; la volonté d'aboutir quelque part n'est pas indispensable, elle peut même nuire (en empêchant, par exemple, de rebrousser chemin face au désert et à la mort qui rôde).

Il faut aussi savoir prendre le temps qu'il faut, même s'il y a des urgences à ne pas ignorer.

- (5) Sur leur côté spéculateur, disons-nous ceci :

Il est possible de spéculer sur la valeur d'échange du blé en anticipant (plus vite que les autres) les conséquences de conditions météorologiques défavorables à la production du blé. Si le blé poussait tout seul en abondance chaque année, s'il se moissonnait tout seul, si la farine se faisait toute seule et se transportait toute seule auprès de ses utilisateurs, le blé et la farine n'auraient pas plus de valeur d'échange que l'air atmosphérique puisqu'il n'y aurait pas même besoin d'échange. C'est la difficulté de l'échange qui crée la valeur ...7

la désaliénation du travail – c'est du moins l'opinion de l'auteur de ces lignes, lignes écrites, précisément, pour la défendre dans le monde (ou ce qui en tient lieu).

De même, nous ne pouvons savoir à l'avance à quoi ressemblerons les membres de la communauté humaine nouvelle. La seule chose dont nous pouvons être sûr, et qu'il faut espérer, c'est qu'ils seront très divers et formeront des ensembles très divers.

Poser la question d'un *être nouveau*, et d'institutions pour un *être nouveau*, serait prendre le problème par le mauvais bout. Il faut identifier ce qui nous étouffe et chercher à nous en débarrasser, voilà le bout du problème à considérer et celui dont la résolution en commun est susceptible de nous donner une culture politique commune. A côté, le projet actuellement très à la mode en France d'assemblée constituante, paraît dérisoire et n'a de sens que s'il peut au moins porter ce travail d'identification de ce qui nous écrase. Non seulement la convocation d'une assemblée constituante ne saurait être un but, mais la Constitution elle-même est seulement un moyen, non un but. Elle est le moyen pour un pouvoir de s'exercer et de se maintenir *légitimement*. Peut-être est-elle aussi un moyen pour un pouvoir de se constituer, tout au moins de se renforcer. Mais pour le non-pouvoir, ou plutôt le non-vouloir d'une démocratie (6) ? Cela reste à démontrer (démocratie n'est

...6 d'échange, la valeur d'échange est proportionnelle à la difficulté de l'échange. Spéculer consiste traditionnellement à s'appropriier un bien (quelque chose possédant une valeur d'usage), puis à augmenter les difficultés de l'échange de ce bien. De façon plus contemporaine, spéculer consiste à s'appropriier un non-bien – quelque chose qui n'a pas de valeur d'usage –, puis à le transformer en bien en lui inventant une valeur d'usage. (extrait de mon billet "préambule à une théorie des échanges")

Sur leur côté usurier, songeons à leurs opérations de prêts et d'abonnements en tout genre, à leur marketing (nous sommes leur gibier comme le débiteur est la proie du prêteur), mais surtout au fait qu'ils sont étroitement liés aux banques par la Bourse (si ce n'est pas par des personnes en chair et en os).

- (6) Une démocratie est un non-vouloir en ce sens qu'elle n'a pas d'autre volonté que celle qui émane (ou non) de l'ensemble des volontés individuelles (et aussi communautaires), c'est-à-dire qu'elle n'a pas d'orientation définie par avance, que c'est la confrontation ...8

pas synonyme de république), et tel n'est pas l'objet de ce texte.

Chacun de son côté croit savoir à peu près ce qui l'écrase, pourtant nous aurions du mal à nous mettre tous d'accord sur ce point fondamental. Afin de nous faire un peu de lumière pour avancer plus sereinement, plus sûrement, il nous faut tenter de dire en quelques mots ce mal qui a détruit le monde et nous déchire encore, bien que cela ait déjà été tenté en un mot ou deux sans résultat définitif. Dès le XIX^e siècle avec *le capital* et *la marchandise*, puis au milieu du XX^e avec *le spectacle* ; tous mots innocents ne faisant qu'évoquer chacun l'un des moyens de la fin (fin qui, comme toujours hors démocratie, est la puissance, l'accroissement de la puissance des uns aux dépens des autres). Dans le dernier quart du XX^e, enfin, avec *la croissance*, mot qui ne devient inquiétant qu'au moment où l'on comprend la nature de ce à quoi il se rapporte, la nature de l'économie ; mais de toute façon, attribuer la responsabilité du désastre à la croissance revient à accuser l'effet d'être sa propre cause, et à oublier de remettre en cause la cause, qui est double : *l'occupation de la question politique par la question du travail et la soumission de ce travail aux marchands* (l'usage fait ici du mot "marchands" est explicité plus loin).

Les assemblées pour une nouvelle Constitution de la République doivent se demander de quoi la future Constitution doit nous protéger et de quels rouages elle doit être l'huile ; ou tout au moins, si nous voulons nous dégager d'une société

...7 permanente des communautés et des individus la constituant qui la fait cheminer en faisant émerger ou non une volonté ou une "direction". Une confrontation permanente qui n'est pas faite que de discussions.

Étymologiquement, une "démocratie" est un pouvoir, celui d'une entité nommée "peuple". Comme le mot pouvoir est lourdement chargé de sens plus ou moins nauséabonds, on peut traduire l'élément "cratie" par "puissance" ou par "force", mais le problème demeure... On peut parler d'anarchie, mais le problème n'est guère différent. Alors, et même si dans ce domaine tout le monde n'a pas la même sensibilité olfactive, pourquoi ne pas faire ce que certains d'entre-nous ont commencé à faire, c'est-à-dire abandonner le vocabulaire ancien et toutes ces références pour parler de convivialisme ?

mécanique se reproduisant et se renforçant mécaniquement, de quoi la Constitution doit nous protéger et ce qu'elle doit favoriser et encourager. Ce faisant, ces assemblées devront éclaircir les rouages lubrifiés par la Constitution existante en France et par ses homologues de par le monde.

– Il y a la société (du travail et des travailleurs-consommateurs (7), avec tout ce qu'elle s'est inventé en s'épanouissant, en particulier les médias omniprésents pénétrant en direct et en permanence les demeures privées.↵

– Il y a l'État, ou tout au moins une certaine forme d'État, une certaine forme d'organisation collective hiérarchique formant État et possédant, en principe, le monopole de la violence (qui forme, avec la loi, un substitut à l'autorité que les États ne peuvent avoir).↵

– Il y a la mainmise des institutions capitalistes sur la monnaie ainsi que sur la production (donc sur le travail). *Ce monde est hallucinant en ceci que ce sont les marchands qui choisissent nos travaux, qui en changent à volonté la nature et la destination, qui changent nos priorités et nos manières de faire (en changeant nos outils).*

Ces différents points – ou, pour mieux dire, ces différents systèmes –, même le dernier, semblent n'être pas du tout clairs pour beaucoup. Personne ne s'étonnera qu'un économiste comme Michel Zerbato, marxiste qui plus est, soit mal voyant sur le troisième point : à la place, il voit "l'État gérant la société pour le compte de la classe dominante", une *lutte des classes*. Selon lui, le "défaut de démocratie" aurait pour source le soutien apporté par l'État à "la classe dominante". La réalité est là devant Zerbato, bien visible, éclatante même, mais il n'est capable d'en décrire qu'une partie. Dans le cas du projet de barrage de Sivens, cela donne :

(7) Travailleur : selon Hannah Arendt, « *qui considère son activité, quelle qu'elle soit, comme essentiellement un moyen de gagner sa vie et celle de sa famille.* » Dans la société avancée d'aujourd'hui, le travailleur est celui qui considère son activité, quelle qu'elle soit, comme un moyen de gagner sa vie et d'engendrer.

Consommateur : qui n'a plus l'usage de choses construites pour demeurer, puisque toutes les choses sont désormais faites pour être consommées.

« *conflit d'intérêts (la boîte qui a audité les besoins est celle, seule candidate, a obtenu le marché) ; mensonges (l'argument de la dilution estivale des pollutions a disparu puisque l'usine chimique concernée a cessé ses émissions ; surdimensionnement, etc.) ; magouilles (l'argument de l'irrigation pour une agriculture diversifiée couvre l'aubaine de passer à une culture mono-maïs, de l'aveu même des agriculteurs) ; etc.* » (8). M. Zerbato semble ne pas comprendre pourquoi les agriculteurs veulent passer à la culture à plus grande échelle du maïs, en tout cas il néglige cet aspect, préférant dénoncer des magouilles. Il ne voit pas les liens profonds qu'il y a entre la volonté de cultiver du maïs à grande échelle et la volonté de construire un barrage de plus, c'est-à-dire qu'il ne voit pas qu'entre deux options, toujours l'on choisit aujourd'hui, non celle qui favorise *la classe dominante*, mais celle qui entraîne le plus d'échanges marchands. Il voit la réalité à travers un prisme qui la rend difficilement intelligible dans sa globalité.

Dire que telle décision vient en soutien de la classe marchande et dire qu'elle intervient en soutien des échanges marchands sont en effet deux propos très différents. Dans le premier cas l'on affirme que le moteur est la soif de puissance d'une part de la population, dans l'autre c'est une pratique qui est mise en cause, pour ne pas dire une philosophie : l'esprit marchand. Il est possible de considérer *les marchands* comme formant une classe dominante, mais cela n'apporte une clarté (peut-être elle-même trompeuse) sur la guerre sociale qu'en plongeant mieux dans l'ombre d'autres aspects de la réalité. En particulier, ce point de vue (l'économie marxiste) permet au productivisme (et, plus généralement, à l'autorité économique) d'échapper le plus souvent à la critique. Ce sont les violents éclaircissements qui aveuglent, mieux vaut souvent rester dans la pénombre et affûter son regard.

D'ailleurs, les marxistes nous ont déjà amplement prouvé qu'il était possible d'éliminer les marchands tout en gardant l'essentiel du système économique mis en place par ces marchands. L'essentiel, c'est-à-dire le pire : le travail muet et désincarné, et une société qui lui est entièrement vouée.

(8) Article du 9 novembre 2014 sur *Respublica* (www.gaucherepublicaine.org).

Dans le même article, Zerbato tient des propos très révélateurs. Il écrit : « *Tous ceux qui cherchent des causes du drame [la mort d'un manifestant tué par une grenade offensive à Sivens] sans en chercher la racine profonde dans la crise du capitalisme et la faiblesse de la démocratie sont complices de ce déni [un "déni constant de République par les autorités légales"]*. » Ainsi donc il faut chercher "la racine profonde du drame" *a priori* dans "la crise du capitalisme et la faiblesse de la démocratie" ? Bien, maître. Mes respects, maître, je ne regarderai plus ailleurs, le bon Marx m'en préserve !

Edgar Morin, le mécréant, a attirer les foudres de Zerbato, le bon marxiste (économiste). Mais dans l'article (9) que ce dernier incrimine, Morin a été capable d'esquisser le "portrait robot" de ce qui nous écrase : « *une énorme machine bulldozerisante qui ravage la planète animée par la soif effrénée du gain [...] Le caractère abstrait, anonyme et anonymisant de cette machine énorme, lourdement armée pour défendre son barrage, a déclenché le meurtre d'un jeune homme bien concret, bien pacifique, animé par le respect de la vie et l'aspiration à une autre vie.* » Tel est, en effet, la société marchande. Parce que ce n'est pas seulement une industrie, ce n'est pas seulement "une classe", c'est toute une société qui est, au fil des siècles, devenue marchande. C'est nous tous. Alors il est vain et criminel de nous dresser les uns contre les autres, ce sont des mythes, des croyances et des habitudes qu'il faut abattre. Et aussi des mécanismes sociaux et des mécaniques institutionnelles.

Zerbato jette Morin dans le panier des "idiots utiles" (utiles au capitalisme). Mais s'il est une idéologie qui a su préserver l'essence de l'idéologie marchande en se posant comme son adversaire unique, c'est bien le marxisme !

Il existe aussi des œillères non-marxistes, évidemment. Les propos suivant, tenus par Pierre Rhabi (initiateur du Mouvement Colibris), nous en montrent un exemple (10) :

« *il est incontestable que ce que nous appelons la*

(9) Rémi Fraisse, victime d'une guerre de civilisation, **Le Monde**, sur lemonde.fr le 4 novembre 2014.

(10) *La planète n'est pas qu'un vulgaire gisement de ressources*, article publié le 4 novembre 2014 sur lemonde.fr.

modernité a permis à une humanité restreinte, qui en est l'auteur et le bénéficiaire, des acquis que l'on peut mettre dans la colonne progrès. Il est aussi incontestable que c'est à ce paradigme, fondé sur la technologie et la puissance de la matière minérale combustible, que nous devons le pire. [...]

En examinant les faits, nous sommes obligés de constater que l'espèce humaine possède de grandes aptitudes, mais l'intelligence pour leur donner sens et cohérence positive manque cruellement. »

Ce "paradigme" n'est pas seulement fondé "sur la technologie et la puissance de la matière minérale". Et si l'intelligence technique s'est développée au détriment de l'intelligence politique et conviviale, ce n'est pas à cause d'une conformité particulière du cerveau humain. Hannah Arendt nous explique bien la raison de cette disparité (11) :

« On en accuse d'ordinaire un prétendu décalage entre nos capacités techniques et notre évolution humaniste en général [...] critique [qui] concerne seulement un changement possible de la psychologie des humains [...] et non pas du monde dans lequel ils vivent. [...] Cette interprétation psychologique, pour laquelle l'absence ou la présence d'un domaine public ne compte pas plus que toute autre réalité tangible du monde, paraît bien douteuse étant donné qu'aucune activité ne peut prétendre à l'excellence si le monde ne lui procure un terrain convenable à son exercice. »

La même soulignait par ailleurs (même ouvrage, p.36-37) :

« S'il est bon, peut-être, de se méfier du jugement politique des savants en tant que savants, ce n'est pas principalement en raison de leur manque de "caractère" [...], ni de leur naïveté [...], c'est en raison précisément de ce fait qu'ils se meuvent dans un monde où le langage a perdu son pouvoir. Et toute action de

(11) *Condition de l'homme moderne*, p.88-89.

l'homme, tout savoir, toute expérience n'a de sens que dans la mesure où l'on en peut parler. »

Le langage a perdu son pouvoir dans le laboratoire comme il l'a perdu dans l'entreprise industrielle, parce que le scientifique est animé de la volonté de maîtrise de l'expérience comme le marchand l'est par la volonté d'augmenter son capital. Ce sont là, en dernière analyse, deux formes de volonté de puissance, et la volonté de puissance s'accommode mieux des chiffres, des abaques et des statistiques que de la libre parole (12).

Et pourtant, chacun d'entre nous prend conscience de toutes ces choses qui l'écrasent à son niveau de réalité et dans son environnement immédiat, s'il a un jour la possibilité de prendre un peu de recul, et s'en étonne. Il est donc essentiel de susciter des occasions d'une telle prise de recul. Se réunir en assemblées ne sert à rien sans ce préalable ; nous ne pouvons débattre de quoi que ce soit si nous n'avons rien vu. Et lorsque nous rêvons encore d'un retour aux soi-disant "trente glorieuses", au plein emploi, aux salaires qui

(12) Il ne s'agit pas, pour autant, de s'en prendre à la science, sauf pour la remettre à sa place : le laboratoire, c'est-à-dire l'étude, spécialement l'étude par l'expérience ; la science n'a pas à prendre la place de la parole humaine, politique. Il ne s'agit évidemment pas, non plus, de s'en prendre aux scientifiques, on peut être scientifique et humain, heureusement. On peut même être scientifique et exemplaire, l'article consacré au mathématicien Alexandre Grothendieck ("*La vraie raison pour laquelle le mathématicien Alexandre Grothendieck s'est retiré du monde*"), que Laurent Zimmermann a publié sur *lemonde.fr* le 17 novembre 2014, nous le montre bien. « *Ça se passe vers la fin de 1977. Quelques semaines auparavant, j'avais été cité au Tribunal Correctionnel de Montpellier pour le délit d'avoir "gratuitement hébergé et nourri un étranger en situation irrégulière" [...] Pendant quelques jours j'étais resté sidéré, comme frappé de paralysie, d'un découragement profond. Soudain je m'étais vu revenu de trente-cinq ans en arrière, aux temps où la vie ne pesait pas lourd, surtout celle des étrangers. . . [...] Pendant quelques mois j'ai investi la totalité de mon énergie pour essayer de mobiliser l'opinion publique [...] C'est à cette époque d'activité intense, pour une cause qui par la suite s'est avérée perdue d'avance, que se place l'épisode que je pourrais aujourd'hui appeler celui de mes adieux.* » (extrait de *Récoltes et semilles*, l'autobiographie non publiée, mais disponible en pdf, d'Alexandre Grothendieck).

progressent (en permettant de payer facilement le loyer, la voiture, la nourriture, les soins, l'éducation des enfants et quelques "loisirs"), à l'ascenseur social, et non à l'établissement d'une démocratie (ou d'un autre régime politique), nous n'avons rien vu. Nous n'avons pas vu que nous ne sommes même pas, d'ailleurs, sous un régime politique : nous sommes seulement une masse de travailleurs-consommateurs administrée par une bureaucratie, comme le travail est administré par une bureaucratie. Les républiques contemporaines ne constituent pas des mondes politiques mais des sociétés économiques dotées de managers (qui sont des professionnels, des travailleurs).

Ce préalable d'une prise de recul est indispensable pour une autre raison : il est fort susceptible de momentanément dégager les participants de la position sociale qui est habituellement la leur. Ce qui est préférable, surtout si l'on en croit une étude récente selon laquelle « *les individus ne délibèrent pas simplement en fonction des problèmes qui leur sont présentés, mais aussi en fonction de [leur] position sociale* » (par "en fonction de leur position sociale", il faut ici comprendre "influence inconsciente du rôle social et de la position sociale, ce qui est bien sûr sans rapport avec une éventuelle "conscience de classe", ni même forcément avec la conscience que l'on a de sa position dans la société) (13).

Sans parler du fait que la démocratie ne consiste pas à demander leur avis à des gens qui ne sont pas, ne se sentent pas ou ne se savent pas concernés.

Aujourd'hui, en l'absence de prise de recul, il est beaucoup plus facile de mobiliser contre la précarité (contrats précaires, intérim, stages, chômage), voire même pour la croissance, que, par exemple, pour un revenu universel inconditionnel. Cette dernière revendication s'en tient pourtant, en apparence, à un traitement économique des choses et non à des projets de solidarité avec la nature et avec l'ensemble de la communauté humaine, mais elle exclue toute idée de mérite, alors on lui

(13) Étude parue dans la revue *Cyberpsychology, Behavior, and Social Networking* et dont *Slate.fr* a rendu compte ici :

<http://www.slate.fr/story/93633/reflechissez-email-haut-hierarchie>.

Bien d'autres études vont dans le même sens.

préfère encore le mérite par la compétition d'aujourd'hui ; si je vis grâce à un revenu acquis d'avance et le même que mes voisins, je n'ai pas "réussi", or chacun a besoin de se sentir réussir quelque chose. Ce sentiment pouvait, jadis, être apporté par le travail libre, l'ouvrage de ses mains, mais aujourd'hui nous ne produisons plus d'objets faits pour demeurer, nous ne fabriquons que des objets de consommation et sans même que quiconque puisse prétendre en maîtriser le processus de fabrication, sans que quiconque puisse en tirer fierté (sinon l'inventeur lorsqu'il se croit solitaire et qu'il n'est pas sensible à l'ineptie) ; nous n'avons droit qu'à des ersatz, dont les podium des compétitions. Les esprits ne se détacheront pas par magie, sans que les corps agissent, de l'idée contemporaine de la réussite, pas plus que nos élites ne se sont détachées du vieil idéal de la grandeur du conquérant.

A propos de conquête, le mythe des "trente glorieuses" est-il autre chose qu'une version capitaliste du mythe guerrier de la victoire remportée sur l'ennemie (14) ? Il y a deux manières d'y percevoir un caractère plus ou moins glorieux : soit en n'y voyant que le développement technologique, la multiplication des marchandises, l'activation de "l'ascenseur social", l'enrichissement de populations jusqu'alors pauvres, sans y voir la mondialisation déjà à l'œuvre (à l'avantage de l'occidental) avec l'appauvrissement d'autres populations, soit au contraire en se glorifiant de tirer profit du reste du monde, en tirant fierté ("gloire") du fait d'avoir réussi à exploiter à son propre profit le reste du monde (la gloire du conquérant).

Pour enfin voir la société telle qu'elle est et ainsi, en particulier, éloigner nos esprits de toute idée de conquête sur les autres, il nous faut entreprendre de reconquérir nos propres vies, en particulier notre propre travail. Cela passe par

(14) Ces trois décennies dites glorieuses virent à l'ouest de l'Europe, en France en particulier, le développement d'une masse de propriétaires-consommateurs en partie issues d'une réserve de main-d'œuvre pas chère. Réserve de main-d'œuvre à bas coût et masse de propriétaires-consommateurs sont toutes deux nécessaires au capitalisme, parce qu'il ne lui est pas possible de n'employer toujours que les propriétaires-consommateurs, ils deviennent gourmands (voir sur ledevenir.org le billet intitulé "Le moloch et les Don Quichotte").

la mise en évidence de la nature de cet emploi que l'on rêve "plein" et de cette existence de travailleur rêvant d'être plus grand travailleur que le voisin (c'est-à-dire avec une plus grosse rémunération, une plus grande maison, une plus puissante voiture, une plus moderne tondeuse..., comme si la qualité du travail se mesurait à la quantité de la consommation).

Mais comment nous débarrasser des mythes fondateurs de la société marchande et des rêves associés ? Comment mettre en évidence les (dé)raisons de nos incessants travaux ? Oui, comment, alors que même les journaux les plus critiques consacrent beaucoup plus d'énergie à éclairer des cas individuels de conflits d'intérêts et de corruption dans les milieux dits "politiques" qu'à éclairer le double conflit d'intérêts au cœur de notre société, et que les articles qui en résultent sont parmi les plus lus ? Les cas dits "politiques" de conflit d'intérêts, c'est-à-dire les cas de conflit d'intérêts apparaissant dans la sphère dite "publique", sont anecdotiques à côté de la mainmise des marchands sur la production d'une part, et sur la monnaie d'autre part (voir plus loin). Mais cette mainmise est considérée comme "privée". Les notions de "privé" et de "public" correspondent aujourd'hui au partage actuel du pouvoir entre les marchands d'une part, et les États et collectivités locales (souvent organes de l'État) d'autre part. Mais il est bien évident que les attributions respectives de ces deux ensembles sont toutes, par nature, *politiques* (réellement politiques – les activités des usines concernent au moins autant la vie de chacun et la marche de la société que les institutions policières, par exemple). En nous intéressant aux conflits d'intérêts de la sphère dite "publique" uniquement, nous laissons de côté le pire, qui se trouve opportunément du côté dit "privé" ("privé", ça veut bien dire aussi "ne regardez pas par là").

C'est le paradoxe du monde moderne : le travail, en investissant la sphère publique, chasse le politique (l'action et la parole des êtres humains dans le monde) en devenant politique, ou plus exactement en se hissant au-dessus du politique (pour continuer d'être traité en *affaires privées*). Un paradoxe vicieux comme un cercle, intervenant au moment où

le travail est devenu sans autres buts que lui-même, ou tout au moins sans autres buts que les échanges marchands.

Nous pourrions faire toutes les constitutions que nous voudrions, il n'y aura jamais de démocratie possible si nous ne nous débarrassons pas de ce que nous pouvons sans hésiter qualifier de "marchands banquiers et producteurs". Sans doute il faut des marchands et des producteurs, peut-être même aussi des banquiers, mais il faut impérativement éviter les marchands-banquiers et les marchands-producteurs, car il y a là conflit d'intérêts (s'il n'y a guère aujourd'hui de tels marchands-banquiers ou marchands-producteurs au sens strict, ces formules n'en demeurent pas moins des symboles commodes et nécessaires du fait que toutes ses fonctions se sont diluées avec l'invention de la Bourse et les développements que cette invention a entraîné ; *le capital apparaît comme autonome, le marchand a disparu en devenant omniprésent, omniscient, omnipotent*). Ce sont de tels marchands qui mènent le monde aujourd'hui, et depuis longtemps ! Ils ont fait leurs premières armes aux alentours des années 1300 au nord et au sud de l'Europe, dans quelques cités italiennes et autour de la Baltique et de la Mer du Nord. Non, ce n'est pas une "Renaissance" qui a permis le capitalisme, c'est le capitalisme naissant qui a permis, et même dans une certaine mesure voulu, ce que nous avons fièrement appelé "Renaissance" (l'arbitraire cassure Moyen-Âge/Renaissance fausse notre perspective) (15).

(15) Je ne sais s'il y avait, à la fin du XIII^e siècle, des marchands également banquiers au sens strict, et des marchands également producteurs au sens strict, il existait au moins des marchands prêteurs (à grande échelle) aux affaires florissantes, ainsi que des marchands assez forts pour faire pression sur les artisans afin, non seulement de faire baisser leurs coûts - déjà l'impératif du rendement -, mais aussi pour orienter leurs productions vers des marchés intéressants du point de vue marchand. Et ces marchands n'échangeait pas que des marchandises, mais aussi des valeurs (1141 : création d'un lieu de change sur *Le Grand Pont* à Paris - l'actuel *Pont aux Changes* - ; 1409 : création de la Bourse de Bruges).

Précision concernant l'emploi du mot *marchand* : ce mot désigne d'abord, ici, cet être abstrait mais omnipotent qui gouverne la société et son activité (le travail incessant) après s'être dotée d'une *raison* : la raison économique ; mais il désigne aussi toute personne mêlée ...18

C'est sans doute à travers des conflits sociaux locaux qu'il est possible de jeter la lumière sur ce double conflit d'intérêts fondant notre "monde". Et c'est sans doute à travers des conflits sociaux locaux qu'émergeront nos futures institutions. A eux d'éclairer en acte le double conflit d'intérêts marchand. Dans l'action, car pour connaître et comprendre, il faut agir (« *Par la crainte et la joie uniquement, on ne peut bien connaître les choses* » (16) ; éprouver seulement, c'est subir dans l'ignorance).

C'est ce qui se passe déjà, dans une certaine mesure, avec les conflits dits "environnementaux". Il y a déjà une insurrection "environnementale". Il reste à faire en sorte que cela se produise également avec les conflits autour du travail, de "l'emploi" et du "chômage", de la production et du commerce. Ainsi qu'avec les conflits internes à la "fonction publique" (La "fonction publique" est dans une large mesure devenue une externalité des fonctions marchandes "privées" – un autre aspect, curieux, du vicieux paradoxe).

Chaque fois que nous avons commencé enfin à nous intéresser aux conflits d'intérêts essentiels, c'est qu'ils en étaient venus à mettre en danger notre survie même, voire l'ensemble de la vie sur la planète. Ou bien parce qu'ils s'attaquaient de trop près à nos petites libertés privées à nous, passant par dessus les États. Il ne faut pas en rester là, et croire que le danger ne réside que dans le fonctionnement des grosses entités industrielles et dans les méga-projets serait

...17 de près à au moins l'un des deux conflits d'intérêts fondamentaux et qui en tire profit. Le petit commerçant d'à côté n'y est mêlé que de loin – par son enseigne, les marques qu'il vend, ses méthodes de vente (marketing...) – voire pas du tout mêlé (et dans ce cas il s'agit d'un anticapitaliste notoire, ou bien il est d'un autre monde). Les cadres supérieurs, en général, sont bien plus *marchands* que le commerçant moyen, en particulier dans l'industrie, le commerce et la banque, mais pas uniquement là, et pas seulement dans le privé.

Un marchand n'a de toute façon pas à être traité en ennemi mais en adversaire (voir sur *ledevenir.org* le billet *Attaquer sans ennemis*).

(16) José Maria Arguedas, *El zorro de arriba y el zorro de abajo* (Le renard d'en haut et le renard d'en bas), édition critique, Madrid, *Consejo Superior de Investigaciones Científicas*, 1990, p.80. Cité (et traduit) par José Antonio Giménez Micó in *L'irruption des autres*, p.205.

une grosse erreur. Les consortiums sont des concentrés de pouvoir, évidemment, mais le mal est à la source, dans les principes fondamentaux qui ont mis en place notre société et qui dirigent nos vies.

Pourquoi ne réagissons-nous encore que lorsque nos vies privés, nos intimités ou notre environnement sont directement, frontalement et violemment agressés ? Parce que le marchand parvient généralement à nous faire croire qu'il agit, justement, en faveur de nos vies privés et de notre environnement. D'ailleurs, il a pu longtemps se vanter de créer notre environnement ; et, effectivement, il le créait : en détruisant le monde des humains, le monde humain, il construisait deux entités séparés qu'il a appelé *l'environnement* et *la société*. Nous avons cru qu'il ne s'agissait que d'une nouvelle habitude lexicale ; mais non, la réalité aussi avait changé et continuait de changer. Et nous sommes aujourd'hui à ce point habitués aux nouvelles réalités et au langage associé qu'il faut nous faire grande violence pour que nous nous réveillions.

S'il est vrai que « *l'accroissement du pouvoir de l'homme sur les choses de ce monde vient dans chaque cas de la distance que l'homme met entre lui et le monde, autrement dit de l'aliénation par rapport au monde* », et s'il est vrai que cela doit être assumé (sauf à renoncer à l'outil et à l'agriculture), c'est le plus souvent aujourd'hui sous la dépendance de l'esprit marchand que l'être humain se sépare du monde, donc sans réelle nécessité ; et même sans réelle utilité (sans utilité autre que marchande). Et surtout sans comprendre et sentir ce qu'il fait.

Si nous parvenons à chasser les marchands de l'atelier – car c'est de cela qu'il s'agit, en premier lieu, de la suppression du conflit d'intérêts apparaissant lorsqu'on abandonne aux marchands l'organisation et l'orientation de la production –, si nous y parvenons, pourquoi y aurait-il encore à se soucier de croissance ou de décroissance (tous deux également concepts économistes et rien de plus) ? La production et le travail pourraient redevenir d'eux-mêmes, et démocratiquement, raisonnables. Du moins dans la mesure où nos têtes se seront débarrassées de toutes les velléités capitalistes, de toutes les illusions capitalistes, dans la mesure où l'esprit marchand

aura déserté nos têtes. Alors nous pourrions sans crainte laisser l'écologie aux scientifiques. Ce qui est hautement souhaitable, parce que vouloir imposer par avance, avant tout débat démocratique, le "*il faut produire moins de choses, en dépensant moins d'énergie*", est par nature antidémocratique, même si les conflits d'intérêts constitutifs de notre société, étant constitutifs de notre société, le sont davantage. L'écologie politique, d'ailleurs, est une émanation (imprévue) de la pensée technique marchande. Issue de la science des systèmes, l'écologie politique veut soigner et guérir l'environnement, spécialement l'environnement dit "naturel", comme le communisme (surgi de l'économie politique) prétendait soigner et guérir la société, mais ni l'un ni l'autre n'ont jamais songé à raccommo-der le monde des humains, ils n'en ont d'ailleurs pas les moyens (même si beaucoup de ceux qui, actuellement, songent et s'activent à raccommo-der le monde se situent eux-mêmes dans un mouvement que, faute de mieux, ils qualifient d'« écologiste » – ils pourraient cependant disposer de mieux (voir note 6 page 7).

Pour parvenir à chasser les marchands de l'atelier, il faut d'abord voir qu'ils y sont. Ils y sont, le fait est clair lorsqu'on y pense, mais tout est fait pour que nous n'y pensions pas. Qui viendra expliquer à TF1, télévision du groupe industriel Bouygues, que la croissance de la consommation n'est économiquement importante que parce qu'elle permet la croissance des échanges ? Personne, évidemment. Personne n'y expliquera que la croissance de la production ou de la consommation ne sont pas les buts recherchés, le but des marchands étant évidemment la croissance des échanges, leur business, et que c'est pour cela que nous nous sommes mis à produire et consommer des choses si bizarres, si étranges, si inutiles, si nuisibles parfois, parce que l'usage des choses n'a aucune importance pour le marchand (le marchand préfère même que nous n'usions pas des choses).

A côté de ce conflit d'intérêt là, celui des marchands banquiers semble tout à coup bien inoffensif, sauf en ceci qu'ils se soutiennent l'un l'autre (hors accidents périodiques). C'est d'ailleurs le marchand producteur *et* banquier qui nous a enlevé la direction de notre propre monde, rien de moins, en

attachant tout à ses propres impératifs par un grand tour de passe-passe. La manipulation a consisté à présenter les affaires du monde comme des problèmes d'économie ménagère, ce qu'elles ne sont pas. Dès lors, le comptable pu prendre la place des assemblées de citoyens (ou des élites politiques, quelles qu'elles soient ; notons, en passant, que ce n'est pas la peine de convoquer des assemblées de citoyens pour faire des choix comptables). Dès lors, le marchand producteur et banquier est dieu, parce qu'il supervise la totalité de la vie, vie considérée comme un méta processus industriel où chaque citoyen potentiel est réduit à l'état de travailleur-consommateur : *le marchand est maître de la production et maître des échanges, nulle autre raison que la raison marchande préside désormais aux orientations de la production, à l'organisation de la production, à l'organisation des échanges, à la répartition des emplois, à la valeur des emplois sur un "marché de l'emploi" (où l'on échange encore)...* La politique n'a plus rien à voir là-dedans puisque l'on a admis qu'il s'agit d'un problème de gestion comptable. Le monde est mort.

Ivan Illich croyait que les effets délétères de l'industrialisme étaient une question de degrés, qu'ils intervenaient *passé un certain seuil*. Un seuil d'une nature mystérieuse, et pour cause : les effets délétères de l'industrialisme viennent des choix marchands, des maîtres de l'industrialisme, des vecteurs de l'industrialisme : les marchands. S'il y a bien un effet de seuil, c'est celui pointé par Simone Weil dès les années 30 (17) : au cours de leurs croissances, il arrive un moment où les dispositifs mis en place pour l'acquisition de puissance – que ce soit des outils de productivité ou autre chose – se mettent à se développer pour eux-même en pure perte, sans nouveaux gains de puissance (18). Contrairement à ce qu'écrit Illich dans *La convivialité*, ce n'est pas l'échec de l'alchimie qui

(17) Sauf erreur, c'est dans **Réflexions sur les causes de la liberté et de l'oppression sociale**, 1934.

(18) C'est aussi au-delà de ce seuil qu'apparaissent les individus capables de mener à bien (façon de parler) cet accroissement de l'outil qui ne sert plus son objectif premier, en lui donnant de nouveaux objectifs. Ainsi l'entreprise Google ne sert-elle plus seulement *l'économie* (elle ne se contente pas de "faire du profit"), elle se dote d'une volonté de changer le monde.

apparaît dans ce qu'il appelle "l'échec de l'industrie" (19), c'est la victoire de l'alchimie qui resplendit dans toutes les conquêtes industrielles : par la magie des échanges, les marchands réussissent à tout transformer en or. Même le vent, même la merde.

Non, le problème n'est pas quantitatif, à tout point de vue il est qualitatif. Il concerne moins la consommation que la production, il concerne la nature vivante ou morte du travail humain, sa nature plus ou moins aliénée et le type d'aliénation en cause. Dès le début de la montée en puissance des marchands, il y a plusieurs siècles de cela, l'*œuvre* et l'*action* commencèrent à quitter la *vita activa* pour la laisser en *travail*. Il ne fallait plus "construire pour durer" mais pour échanger, alors on se mit à produire par des processus analogues à la digestion.

Autant le dire crûment : les marchands produisent comme on chie. Comme on chie lorsqu'on a la courante. Ces effluves que nous respirons, c'est la fosse d'aisance du capital marchand, là où, consommateurs, nous pataugeons et nous alimentons. Cependant, en tant que travailleurs nous sommes sa flore intestinale – ce qui, au fond, est bien plus confortable.

Tandis que sur le trône de ce cabinet d'aisances – pris encore par beaucoup pour un palais triomphal (alors que nos chefs d'États en sont les glorieuses "dames pipi") –, tandis que sur ce trône règne un monstre qui rêve d'étaler ses commodités jusque dans les étoiles – là où il a, d'ailleurs, déjà projeté sa sidérante suffisance : "trous noirs", "matière noire", "énergie du vide" –, certains de ses hôtes malheureux entreprennent de se libérer en retransformant ce lieu si fonctionnel en monde véritable...

FCH

(19) **La convivialité**, p.480-481 dans le volume 1 de *Œuvres complètes*, Fayard.

